



REPONSE A LA CONSULTATION PUBLIQUE N°2020-012 DU 22 JUILLET 2020 RELATIVE A LA PARTICIPATION DE TIERS DANS LE FINANCEMENT DE PROGRAMMES D'INVESTISSEMENTS DE RENFORCEMENT POUR L'INSERTION DU BIOMETHANE DANS LES RESEAUX DE GAZ ET A LA VALIDATION DES INVESTISSEMENTS DE RENFORCEMENT DES RESEAUX DE DISTRIBUTION DE GAZ

--

- [Consultation publique n°2020-012 du 22 juillet 2020 relative à la participation de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz](#)

--

Le Syndicat des énergies renouvelables (SER) remercie la Commission de régulation de l'énergie (CRE) de lui permettre de prendre part à la consultation relative à la participation de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz. Après analyse, le SER souhaite attirer l'attention de la CRE sur un certain nombre de points essentiels au bon développement de la filière des gaz renouvelables.

Q1 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la participation de porteurs de projet et / ou de tiers au financement des programmes d'investissements ?

Le SER valide le dispositif proposé par la CRE dans ses grandes lignes dans la mesure où celui-ci semble garantir une visibilité sur le montant de l'investissement à réaliser dès le jalon D2, ce qui est favorable au porteur de projet. Plus précisément, cette visibilité est favorable aux porteurs de projets et leur apporte une garantie sur le fait que le montant à verser ne pourra pas être revu à la hausse (en mutualisant le risque de surcoût dans le tarif de réseau) tout en permettant que celui-ci soit revu à la baisse si le montant du renforcement est finalement moins élevé ou si le volume probabilisé de biométhane sur la zone est supérieur (suite à l'apparition de nouveaux projets).

Toutefois, les modalités de facturation de l'étude pour les zones défavorables gagneraient à être adaptées pour éviter des flux inutiles de trésorerie en cas d'évolution favorable de la zone (paiement de l'étude initiale par les tiers puis remboursement ensuite). Une contractualisation auprès des opérateurs avec engagement à payer à terme si la zone reste défavorable suffirait.

Par ailleurs et dans le cas d'un rebours, le fait de ne pas imposer de règle pour la répartition du financement de l'étude préalable entre les différents tiers et porteurs de projet concernés est une bonne chose dans la mesure où cela apporte une certaine flexibilité d'adaptation à des cas spécifiques. Une règle devrait tout de même être mise en place afin d'éviter au maximum des discussions sans fin entre porteurs de projets. Cette règle pourrait être liée au volume injecté par chacun des porteurs.

En ce qui concerne le principe de financement d'une partie des coûts du renforcement par les porteurs de projets en cas de ratio I/V supérieur au seuil fixé par décret, le SER estime, dans le cas d'un rebours, que le préfinancement, par les porteurs de projet l'étude préalable à hauteur de 200 000 euros dès le jalon D2, constituera un frein considérable au développement de ces projets de renforcement. En effet, en limitant l'attrait d'un tel projet pour les porteurs (du fait de frais importants à payer à un stade de développement si précoce), les projets candidats seront peu nombreux, ce qui augmentera d'autant le coût unitaire à prépayer par projet. Le SER estime qu'un tel montant aurait un effet dissuasif, vis-à-vis du dispositif, le rendant quasiment inutilisable.

Néanmoins, le SER comprend la nécessité de limiter les coûts échoués, c'est pourquoi nous proposons une solution alternative qui consisterait à découper l'étude préalable en plusieurs phases, à l'issue desquelles les porteurs de projets / tiers décideraient, au moment souhaité, de lancer ou non la phase suivante (et de réaliser le paiement associé), quitte à générer des délais entre la mise en service des installations et le rebours. Les acteurs décideraient en connaissance de cause sur la base de leur propre analyse risques / bénéfices. Par exemple, un retard de mise en service de quelques mois pour un rebours qui ne doit servir que quelques semaines durant l'été aurait un impact nul, voire négligeable, sur la rentabilité du ou des projets concernés. Les acteurs pourraient alors aisément décider de lancer (et payer) la dernière phase de l'étude qu'à partir du jalon D4, voire après avoir obtenu leur financement. A l'inverse, ne pas avoir à déboursier la totalité des 200 000 euros à un stade aussi avancé du développement (jalon D2) représente un vrai avantage pour le développement du ou des projets concernés. Cette alternative ne générerait pas de coûts échoués pour le tarif réseau (puisque chaque phase de l'étude est payée par les acteurs au moment de sa réalisation), tout en étant plus attractive pour les porteurs de projets / tiers en permettant un paiement plus progressif et flexible en fonction des caractéristiques du projet.

D'autre part, la CRE n'explicite pas le traitement des participations de tiers pour les investissements dans les zones défavorables nécessitant à la fois des solutions transport (rebour) et distribution (maillages). Ces investissements peuvent notamment avoir des calendriers de réalisation différents et donc poser à la fois la question de la répartition des participations de tiers entre opérateur et leur versement dans le temps. Des précisions seraient nécessaires sur le sujet.

Enfin, le SER alerte la CRE sur le cas spécifique des rebours en proposant de souligner le risque de retard que la modalité proposée pourrait entraîner entre la mise en service de l'unité d'injection de biométhane et celle du rebours. En effet, s'il faut attendre que le dossier ICPE soit déposé pour faire une demande d'investissement avec une session de validation tous les semestres, il se peut que la construction du rebours ne soit pas finalisée au moment où l'unité de biométhane entrerait en service. Ce cas de figure pourrait générer des productions de biométhane qui ne pourraient alors pas être valorisées et, partant, des incertitudes pour les porteurs de projets et les financeurs. Le SER propose donc de valider les investissements pour les rebours sur une base trimestrielle et non semestrielle.

Q2 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz ?

Le SER était favorable aux modalités de validation des investissements pour les maillages définies dans la [Délibération CRE du 14 novembre 2019 portant décision sur les mécanismes encadrant l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz](#). Le déclenchement des investissements n'étant pas consécutif d'une session de validation par la CRE, le risque de retard n'avait pas été identifié.

Le SER considère qu'une certaine subsidiarité est nécessaire pour fluidifier la mise en pratique du droit à l'injection et préfère donc les modalités initiales de la délibération de novembre 2019. Si toutefois la CRE considère qu'il est indispensable de faire valider en amont les investissements au cas par cas, comme pour les rebours, le SER émet une réserve équivalente à celle relative aux rebours sur le pas

de temps semestriel (cf. Q1 dernier paragraphe), et a fortiori annuel, qui risque d'apporter de la tension dans le planning des projets. Un pas de temps trimestriel serait plus adapté.

